

*Grammaire non sexiste de la langue française. Le masculin ne l'emporte plus !*, de Michaël Lessard et Suzanne Zaccour, Paris, Syllepse, 2017, 190 p.

Héloïse Michaud

Volume 38, numéro 1, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1058297ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1058297ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Michaud, H. (2019). Compte rendu de [*Grammaire non sexiste de la langue française. Le masculin ne l'emporte plus !*, de Michaël Lessard et Suzanne Zaccour, Paris, Syllepse, 2017, 190 p.] *Politique et Sociétés*, 38(1), 185–187. <https://doi.org/10.7202/1058297ar>

relecture critique du rapport entre éducation et violence. Contrairement au sens commun – qui associe une plus grande scolarité à une certaine ouverture sur le monde et à un risque moins élevé de violence ethnique –, Lange souligne que, dans certaines circonstances, les groupes les plus scolarisés peuvent au contraire encourager et mener les violences collectives visant des non-membres et des exclu-e-s.

D'une part, les groupes scolarisés ont généralement des attentes économiques et sociales plus élevées que les groupes non scolarisés, et sont donc plus prompts à se révolter et à chercher des boucs émissaires lorsque leur situation se détériore. D'autre part, la nationalité et l'ethnicité étant des notions abstraites, elles sont plus susceptibles d'être activement promues par des personnes et des groupes dont la formation scolaire facilite leur capacité d'abstraction (bien que le nationalisme ait souvent une forte base d'adhésion dans les milieux populaires, suivant les époques et les contextes). Ces deux facteurs étaient particulièrement forts dans le contexte allemand d'entre-guerre: les aspirations statutaires et salariales des universitaires étaient minées par l'état catastrophique de l'économie allemande, et l'idéologie nationaliste – centrée sur l'unification allemande par l'entremise d'un État fort et teintée d'antisémitisme – était particulièrement populaire chez les élites intellectuelles, ce qui explique en partie leur appui électoral massif et leur implication soutenue au sein du mouvement nazi (p. 76). Cet exemple dramatique illustre bien le rapport qui peut s'établir entre des préjugés ethniques, un nationalisme belliqueux et un État qui invite à la violence contre une partie de sa population, ainsi que les conséquences d'un tel rapport.

### Démocratie

Il faut évidemment nuancer le portrait esquissé plus haut: la cohabitation interethnique harmonieuse n'est pas une chimère et il existe de nombreuses formes de nationalisme qui ne mènent pas à de graves épisodes de violence. À la combinaison ethnicité-État-nation doit alors s'ajouter un autre trip-

tyque qui permet de contrer la prolifération des violences ethniques, en l'occurrence la démocratie fondée sur le droit, un État fonctionnel et la prospérité économique (p. 207). Lange note à cet égard que les risques de violence ethnique se sont déplacés du centre de l'économie-monde vers la périphérie durant la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, précisément parce que les pays où les violences ethniques ont éclaté dans les dernières décennies (Serbie, Rwanda, Soudan, etc.) sont souvent caractérisés par des démocraties instables ou inexistantes, des États faibles et des économies moribondes.

À travers une étude fouillée de la littérature et de nombreuses études de cas, Matthew Lange nous offre dans *Killing Others: A Natural History of Ethnic Violence* une synthèse impressionnante sur les violences ethniques, leurs causes et les manières d'y faire face. Les chercheur-e-s intéressé-e-s par les questions d'ethnicité, d'identité collective, de violence et de modernité y trouveront une synthèse stimulante des travaux les plus importants dans ces domaines, ainsi qu'un ensemble de réflexions à prolonger dans des travaux ultérieurs.

Emanuel Guay

Candidat au doctorat en sociologie,  
Université du Québec à Montréal  
guay.emmanuel@courrier.uqam.ca

---

***Grammaire non sexiste de la langue française. Le masculin ne l'emporte plus!***, de Michaël Lessard et Suzanne Zaccour, Paris, Syllepse, 2017, 190 p.

La *Grammaire non sexiste de la langue française. Le masculin ne l'emporte plus!* est un ouvrage de référence, utile à toute personne désireuse de comprendre le principe de l'écriture inclusive et de le mettre en application. Bien que le débat autour de la féminisation de la langue française ne soit pas un phénomène nouveau, la parution de l'ouvrage s'inscrit dans un contexte de débats et de controverses sur le sujet en France, déclenchés par la publication par les éditions Hatier d'un manuel qui applique l'écriture

inclusive (Sophie Le Callennec, *Magellan et Galilée-Questionner le monde*, 2017).

La *Grammaire non sexiste* vise à : retracer l'historique de la féminisation de la langue et des résistances qu'on y a opposées ; mettre à disposition des utilisateur-ric-e-s une grammaire non sexiste en proposant des stratégies de féminisation ; donner l'opportunité aux lecteur-ric-e-s de s'entraîner à la féminisation par des exercices pratiques. Divisé en cinq parties, l'ouvrage est introduit par un préambule, suivi d'une grammaire non sexiste, elle-même divisée en cinq classes de mots : le nom, l'adjectif, le déterminant, le pronom et le verbe. Des exercices sont enfin suivis d'un corrigé et d'une annexe.

Respectivement avocat et autrice, Michaël Lessard et Suzanne Lacour n'en sont pas à leur premier essai en ce qui a trait à la féminisation de la langue, ayant codirigé ensemble le *Dictionnaire critique du sexisme linguistique*, paru en 2017 aux éditions Somme Toute. Les deux auteurs adoptent une perspective interdisciplinaire qui allie leurs connaissances et leur pratique en droit à une approche féministe : Lessard a travaillé notamment sur le traitement des victimes d'agressions sexuelles et les recherches de Zaccour ont porté entre autres sur la culture du viol et la critique féministe du droit.

Lessard et Zaccour introduisent l'ouvrage par une anecdote à laquelle la plupart des francophones pourront s'identifier : à l'école élémentaire ou primaire, en cours de français, on enseigne aux enfants la règle selon laquelle « le masculin l'emporte sur le féminin ». Cette règle, qui met en scène la primauté du masculin dans la langue, et donc dans les têtes et dans la société, provoque au départ des sentiments d'injustice et d'indignation, et ce sont ces sentiments qui pourront ouvrir la voie à la déconstruction de la supériorité du masculin dans la langue et dans les esprits. Ce faisant, leur objectif consiste à démystifier le principe du masculin générique dans la langue française, qui par ailleurs ne relève en rien d'une logique « intuitive, naturelle ou nécessaire » (p. 9). En effet, on y apprend en préambule

qu'avant d'être féminisée, la langue a d'abord été masculinisée à partir du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles, où les suffixes en *-esse* dans certains termes désignant des professions comme *peintresse*, *poétesse*, *philosophesse* ont été supprimés, effaçant du même mouvement la visibilité des femmes dans ces milieux (p. 10). De même, on apprend que la règle de l'accord de proximité était pratiquée jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, où c'était la syntaxe de la phrase qui déterminait l'accord de l'adjectif ou du substantif et non la « primauté » du masculin, entendu comme générique. C'est un masculiniste, Claude Favre de Vaugelas, qui a mis un terme à cette règle en 1647, prétextant que le genre masculin est le « plus noble » (p. 12), et l'argument sera ensuite repris par d'autres antiféministes.

Dans cette optique, le préambule souligne la dimension foncièrement politique, et non strictement linguistique, de la question de la féminisation de la langue. Or, la masculinisation de la langue est présentée comme une « évidence naturelle » : « le masculin, c'est le neutre », nous a-t-on répété. C'est ce qui a pu dissimuler l'activisme des masculinistes de la langue et au contraire présenter les féministes de la féminisation comme les « vraies » activistes, dans le but de les discréditer. L'utilisation du masculin générique ou, à l'inverse, du terme féminisé ou inclusif, comporte un enjeu politique en ce que le terme employé influe sur l'imaginaire populaire et les représentations mentales des locuteur-ric-e-s : Lessard et Zaccour donnent l'exemple du terme *avocat*, qui évoque l'image d'un homme, blanc, sans handicap. L'enjeu est d'autant plus conséquent chez les jeunes filles en ce qui a trait à leur possibilité de s'identifier ou non à des professions prestigieuses : une petite fille aura sans doute moins de peine à s'identifier à une *serveuse* ou une *infirmière* qu'à une *politicienne* ou une *autrice*, par exemple (p. 18).

Somme toute, apprendre à « féminiser » la langue revient à « désapprendre la langue androcentrique ». Cela ne se fait pas sans résistance, et une partie du préambule est consacrée à déconstruire les principaux mythes et arguments des discours de l'Aca-

démie française et des réfractaires de la féminisation qui arguent, entre autres, que le « féminin alourdit le texte » (p. 19), « sonne mal » (p. 20) ou « maintient la binarité des genres » (p. 22).

Toutefois, contrairement aux manuels de grammaire classiques, l'ouvrage ne se veut pas prescriptif, et c'est son principal point fort. La *Grammaire non sexiste de la langue française* propose en effet différentes stratégies de féminisation et présente les avantages et les désavantages de chacune, ce qui permet à l'utilisateur-riche de décider celle qui lui convient le mieux, en fonction de ses préférences personnelles et du contexte. Quatre critères sont pris en compte pour déterminer les points forts et faibles de chaque stratégie : le potentiel de réhabilitation des femmes ; la féminisation ostentatoire (par exemple, dire *autrice* au lieu d'*auteure* ou *poétesse* au lieu de poète pour mettre en relief la féminisation du terme) ; l'inclusion des personnes non binaires ; la cohérence et la clarté (p. 32). Ainsi, outre son potentiel d'enseignement de nouvelles techniques, le manuel permet de se lancer dans une autocritique qui va au gré des débats et des réflexions autour de la place des femmes en politique et qui reconnaît l'existence des identités de genre multiples.

Enfin, une grande partie de la *Grammaire* (65 pages) est consacrée à des exercices, ce qui permet de se familiariser avec la féminisation en « jouant » avec les différentes techniques. Cette section invite notamment à s'exercer à la formation épicienne des noms, à féminiser des noms ou des textes comme la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » (p. 113) ou *Le Petit Prince* (p. 114). La diversité des formes féminines et parfois leur concurrence pourraient sembler rebutantes ou intimidantes pour les lecteur-riche-s, mais ce guide de grammaire se veut un espace d'apprentissage, et la pratique par les exercices s'avère ludique et non rébarbative.

Héloïse Michaud

Étudiante au doctorat, Département de  
science politique,  
Université du Québec à Montréal  
heloisemichaud@gmail.com

*L'Europe en crise et le monde*, de Mario Telò, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016, 222 p.

Dans son ouvrage *L'Europe en crise et le monde*, Mario Telò, professeur de relations internationales à l'Université libre de Bruxelles et à la Libera Università Internazionale degli Studi Sociali (LUISS) de Rome, s'interroge sur la crise en Europe, dont le Brexit n'est qu'une confirmation, dans le contexte des mutations de l'ordre international depuis la fin de la guerre froide. Auteur et éditeur de trente livres et de plus de cent articles scientifiques en études européennes, Telò regarde l'Union européenne (l'UE) non pas comme un État fédéral en formation, mais plutôt comme une organisation régionale, qui rassemble des États et des sociétés voisins. Ainsi, l'Europe devient plus compréhensible si on la compare avec d'autres organisations de coopération régionale autour du monde. Le livre offre deux chemins pour le développement des organisations régionales, y compris l'UE : soit la consolidation des noyaux durs d'États décidés à renforcer l'efficacité décisionnelle du groupement, soit la désintégration, la fragmentation et l'instrumentalisation par les grandes puissances (p. 16). Il est à noter que l'ouvrage représente un certain changement d'orientation de la part de l'auteur. En 2013, dans son livre *Relations internationales : Une perspective européenne*, Telò, d'une façon beaucoup plus optimiste et plus normative, envisageait la transition d'un paradigme westphalien dominé par des visions centrées sur les entités souveraines vers un nouveau paradigme dans lequel le principe de la souveraineté des États coexiste avec l'amalgamation de la souveraineté. Dans ce monde de transition paradigmatique, l'Europe devait servir de précurseur et de laboratoire. Maintenant, la vision est à nouveau plutôt centrée sur la coopération entre des États souverains et l'Europe ne fait plus figure de modèle à imiter aux yeux d'autres groupements régionaux (p. 18).

Outre l'introduction générale et la conclusion, le livre est divisé en quatre chapitres.